

Sinha, Radha (éd.), *The World Food Problem : Consensus & Conflict*, New York, Pergamon Press, 1978, 306 p.

Rodolphe De Koninck

Les nouveaux centres de pouvoir dans la dynamique des relations internationales

Volume 10, numéro 4, 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700995ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700995ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

De Koninck, R. (1979). Compte rendu de [Sinha, Radha (éd.), *The World Food Problem : Consensus & Conflict*, New York, Pergamon Press, 1978, 306 p.] *Études internationales*, 10(4), 854–856. <https://doi.org/10.7202/700995ar>

## 2. COMPTES RENDUS

### AIDE ET DÉVELOPPEMENT

SINHA, Radha (éd.), *The World Food Problem: Consensus & Conflict*, New York, Pergamon Press, 1978, 306p.

Dans ce livre sont rassemblées vingt-huit contributions, œuvres d'une trentaine d'auteurs provenant d'universités et instituts de recherche américains, britanniques, français, suisse, néerlandais, mexicain et soviétique, ainsi que plusieurs organismes des Nations unies, tels la FAO, du *U.S. Department of Agriculture* et même de la toute-puissante multinationale Cargill. Le dossier qui en résulte et qui avait déjà été publié en 1977 dans un numéro spécial de la revue *World Development* (vol. 5, nos 5-7), est pour le moins impressionnant. Malgré la très grande diversité des sujets abordés et des points de vue proposés, tous les textes contribuent à approfondir l'analyse d'un problème d'envergure mondiale, celui de la production et de la répartition de la nourriture dans le monde, et plus particulièrement des céréales.

Malgré des fluctuations impressionnantes et fort publicisées, la production mondiale des céréales s'est tout de même accrue, de 1961 à 1976, au taux annuel moyen de 2,9%. Un tel taux demeure supérieur à celui de la croissance démographique mondiale, laquelle tend d'ailleurs à ralentir non seulement dans les pays industriels mais également, quoique de façon moins marquée, dans les pays sous-développés. Le problème n'en est donc pas tant un de croissance de la production en tant que telle, mais bien plus de répartition de cette croissance et surtout de ses bénéfices. En effet, même si l'alimentation continue à s'améliorer qualitativement et quantitativement dans plusieurs pays, dont l'URSS et la Chine, tel n'est pas le cas dans de nombreux pays du Tiers-Monde où, au contraire, la qualité de l'alimentation ne s'améliore pas et même régresse pour d'importantes couches de la

population. Selon la FAO, au moins 500 millions de personnes dans le monde souffrent d'une alimentation insuffisante chronique. Les mal-nourris se retrouvent surtout dans les campagnes du Tiers-Monde, parmi ceux mêmes qui travaillent la terre. En effet, les tentatives de modernisation des agricultures paysannes ont souvent comme conséquence de désarticuler les derniers liens de solidarité traditionnelle, d'accroître la dépossession des petits producteurs et ainsi les inégalités sociales et les disparités régionales. Tout en contribuant avec beaucoup de succès à accélérer l'intégration des zones rurales du Tiers-Monde au marché mondial, la Révolution verte structure les inégalités, les rend plus fonctionnelles et, par le fait même, piège la croissance économique des formations sociales dépendantes. L'argument suivant lequel l'amélioration de l'agriculture traditionnelle doit passer par l'accroissement des inégalités est éloquemment réfuté par la comparaison (effectuée ici par Gilbert Étienne) des cas de l'Inde et de la Chine. Même si les taux de croissance de la production agricole au cours des dernières vingt-cinq années sont comparables dans les deux pays, la faim et la malnutrition demeurent très répandues en Inde, alors qu'en Chine elles ont pratiquement disparu.

Si la répartition fort inégale et surtout la concentration croissante de la propriété de la terre doivent être remises en cause, cela ne doit pas faire oublier que des mécanismes encore plus profonds contribuent à l'asservissement de la petite paysannerie. En effet, c'est le travail même des agriculteurs qui, partout dans le monde, bien qu'à des degrés différents, est intégré au processus d'accumulation, lequel est contrôlé, déterminé par le développement industriel. Non seulement l'agriculture est-elle un client recherché de l'industrie, mais aussi un fournisseur important, d'où le favoritisme dont est souvent objet l'agriculture commerciale au détriment de la culture vivrière dans plusieurs pays du Tiers-Monde. C'est dans un tel cadre que les grandes corporations multinationales écoulent la production in-

dustrielle qu'elles contrôlent. Cette production étant assurée pour l'essentiel dans les pays industriels eux-mêmes ou sous licence dans les pays bons clients, l'intégration et la dépendance tant de l'agriculture que des pays où elle est pratiquée ne peuvent qu'en être consolidées. La vulnérabilité des pays du Tiers-Monde, et plus particulièrement des petits paysans qui y sont en majorité, est d'autant plus grande que le prix des *inputs* technologiques, tels les engrais industriels (Allen), croît systématiquement (comme le pétrole) alors que celui des céréales, et en particulier du riz, s'il croît lui aussi, le fait moins rapidement et de façon fluctuante (Labys).

Un marché aussi instable ne peut que favoriser la concentration, et c'est ainsi que ceux qui savent stocker, c'est-à-dire les pays grands exportateurs de céréales, ou plus précisément les cinq grandes multinationales qui contrôlent 95% du commerce mondial des céréales, avec Cargill et Continental en tête, tiennent le Tiers-Monde à leur merci. Phénomène bien connu, les grands pays exportateurs sont pour la plupart des pays riches, tels les États-Unis (de très loin le plus important exportateur), le Canada et l'Australie. Il ne faut cependant pas oublier que le marché des acheteurs est aussi en bonne partie contrôlé par des pays développés, tels le Japon et l'URSS. Le rôle de l'Union soviétique sur le marché mondial des céréales et particulièrement celui du blé est en effet crucial (Schertz et Berntson). Lorsque les Soviétiques décident d'acheter massivement, comme ils le firent en 1975 et surtout en 1972-73, la pression sur les prix devient alors intolérable pour les pays du Tiers-Monde. Ainsi, en 1972-73, alors que les Soviétiques achetèrent près de 25% de la récolte des Américains, au grand profit de ceux-ci, nombreux sont les pays et surtout les habitants du Tiers-Monde qui durent se serrer la ceinture faute de pouvoir s'insérer dans le marché des puissants, auquel, rappelons-le, ils avaient été conditionnés. Le processus est d'autant plus cynique que l'image généralement véhiculée dans les *media* est que ce sont les pays du Tiers-Monde qui

doivent assumer la responsabilité de leur déficit alimentaire. En réalité, nombreux sont les pays industriels d'Europe occidentale et surtout d'Europe orientale, URSS en tête, qui, tout en prenant tous les moyens pour assurer leur propre croissance industrielle et l'amélioration de l'alimentation au sein de leur territoire, le font en exerçant des pressions indues sur le marché mondial des céréales au grand détriment des acheteurs vulnérables, c'est-à-dire les pays du Tiers-Monde.

Devant l'ampleur de ce problème, qui en est d'abord un de contrôle de la production et du marché, et dont seulement quelques éléments sont résumés ici, plusieurs auteurs de ce recueil de textes insistent sur la nécessité de créer une réserve mondiale de céréales, *sous autorité internationale*. Les arguments présentés en faveur de cette banque sont assez convaincants dans la mesure où on voit difficilement comment les prix pourraient être autrement contrôlés. Toute la question réside à savoir si la volonté politique internationale existe, qui permettrait la mise sur pied et l'efficacité d'un tel organisme. Du point de vue des peuples du Tiers-Monde, on peut douter de la validité de la proposition voulant que cette banque fonctionne selon le modèle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. En effet, ces deux organismes comptent parmi les grands instruments du contrôle qu'exercent les pays développés sur les sous-développés. Non, une autre proposition semble beaucoup plus intéressante pour les pays du Tiers-Monde : Sartaj Aziz souligne qu'il leur serait beaucoup plus avantageux de créer eux-mêmes un système collectif de sécurité alimentaire par le biais d'une grande coopérative céréalière, achetant, stockant et vendant, assurant ainsi la stabilité des prix et des approvisionnements au sein même des pays sous-développés. Quoi qu'il en soit, même si plusieurs parmi les autres auteurs de ce recueil préfèrent éviter l'idée de confrontation entre pays dominants et pays dominés, ou plus précisément, entre intérêts dominants et intérêts dominés, toute la question est là : comment les populations asservies aux intérêts mono-

polistiques des grandes puissances, de leurs alliés et de leurs *compradores* peuvent-elles se libérer ?

Rodolphe DE KONINCK

*Département de géographie,  
Université Laval*

HOPKINS, Raymond F. et PUCHALA, Donald J. (éds), *The Global Political Economy of Food*, Madison (Wisc.), The University of Wisconsin Press, 1978, 339p.

Paru d'abord dans la revue *International Organization*, le recueil de Raymond F. Hopkins et Donald J. Puchala présente une série de textes qui abordent différents aspects du problème alimentaire mondial et ses dimensions politiques. Les auteurs tentent d'en faire le bilan en identifiant cinq aspects de la « crise alimentaire » : i) la rareté chronique des denrées dans certaines régions ; ii) l'instabilité de provisions ; iii) l'insécurité des importations ; iv) la basse productivité agricole dans un grand nombre des pays du Tiers-Monde, et v) la malnutrition chronique de certaines couches des sociétés partout dans le monde.

Le reste du livre est divisé en trois grandes parties. Dans la première partie, le débat se situe au niveau des nations-États et des politiques nationales et domestiques. Les auteurs de ces chapitres nous présentent ici une bonne perspective des facteurs externes, surtout politiques, qui déterminent la réaction des divers pays face aux événements de 1972-76.

Dans la deuxième partie du livre, le niveau d'analyse se situe au niveau systématique. Les études présentées ici sont très variées. Par exemple, Gary Seevers entame une discussion importante sur la régulation des marchés alimentaires. Cheryl Christensen nous présente, quant à elle, une analyse structurale du problème de la faim dans le monde. Puis, Henry Nau scrute la dimension diplomatique de l'alimentation en examinant les objectifs et les capacités des divers acteurs internationaux.

La troisième partie de ce recueil synthétise l'ensemble du livre et propose des réformes « libérales » au système international de l'alimentation.

On y trouve une documentation abondante. Le chapitre de Nicholson et Esseks, par exemple, nous fournit énormément de détails sur les aspects politiques et économiques de l'alimentation dans le Tiers-Monde. En somme, l'ouvrage constitue un document de base et pose les jalons de la recherche qui reste à effectuer sur la question alimentaire. La bibliographie est très riche et bien organisée, et ses index des mots et noms cités (26 pages) sont très utiles.

On doit cependant noter certaines faiblesses dans cet ouvrage. Il y a, par exemple, très peu de discussion sur le rôle des sociétés multinationales dans le domaine alimentaire. Cette lacune est d'autant plus étonnante dans le cas du blé que cinq sociétés multinationales en contrôlent presque la totalité du commerce international. En dépit de cette faiblesse, ce livre constituera un document de base pour les étudiants de la dimension internationale de l'alimentation.

Marc CHARLTON

*Université Laval*

## DÉFENSE

BURNS, E. L. M., *Defence in the Nuclear Age: An Introduction for Canadians*, Clarke Irwin Co., 1976, 133p.

Grâce à la générosité éditoriale du Conseil des Arts, le général Burns publie chez Clarke Irwin le condensé de ce cours relatif aux problèmes militaires canadiens qu'il donnait, récemment encore, à l'École des relations internationales de Carleton et au Département de sciences politiques de l'université Queen's. C'est un livre bref – quelque 150 pages – mais qui nous arrive à point nommé. Ce n'est en effet un secret pour